



# **Notice d'accessibilité des personnes à mobilité réduite aux Établissements et Installations ouvertes au public (E.R.P. et I.O.P.)**

*prévue par les articles R.111-19-18 et R.111-19-19 du Code de la construction et de l'habitation*

## **1 - RAPPELS**

### **Réglementation**

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007
- Arrêtés du 1er août 2006, du 21 mars 2007, du 11 septembre 2007 et du 30 novembre 2007
- Circulaire interministérielle DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007

### **L'obligation concernant les ERP et IOP**

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-12 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

*« Les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap.*

*«L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.*

### **Définition de l'accessibilité :**

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 111-19-2. - *"Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. "*

## 2 – OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

**En fin de travaux soumis à permis de construire** l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par la fourniture d'une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE** telle que définie par les articles R.111-19-27 et R.111-19-28 du code de la construction et de l'habitation :

*Pour les dossiers soumis à permis de construire, le demandeur doit faire établir une attestation à l'issue de l'achèvement des travaux. Cette attestation est établie par un contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte au sens de l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, qui ne peut pas être celui qui a conçu le projet, établi les plans ou signé la demande de permis de construire.*

*Le maître d'ouvrage adresse l'attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai maximal de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux. Cette attestation est jointe à la déclaration d'achèvement prévue par l'article R.462-1 du code de l'urbanisme.*

*Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 5e classe, le fait pour une personne ne remplissant pas les conditions prévues au 1er alinéa de l'article R.111.19.27, d'établir une attestation. Est puni de la même peine, le fait de faire usage d'une attestation établie par une personne ne remplissant pas les conditions définies au 1er alinéa de l'article R.111-19-27. La juridiction peut prononcer la peine d'affichage de la décision et de diffusion de celle-ci dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal. En cas de récidive, le maximum de la peine encourue est majoré dans les conditions définies par les articles 132-11 et 132-15 du code pénal.*

## 3 – EXIGENCES GÉNÉRALES D'ACCESSIBILITÉ

Le projet doit intégrer l'accessibilité à tous les types de handicaps (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

- Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée
- Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.



**Avertissement** : cette notice a été élaborée pour vous aider à respecter les dispositions du décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007. D'autres types de notices peuvent être utilisés, mais les éléments de détails prévus par ce décret devront impérativement y figurer. Par ailleurs, ce document a pour principal objectif de décrire comment votre projet répond aux obligations réglementaires. Les cases prévues à cet effet doivent être remplies le plus exhaustivement possible en tenant compte de l'avancement des réflexions au moment du dépôt du dossier. Les dispositions non encore définitives pourront faire l'objet d'ajustements mais il convient toutefois d'indiquer qu'elles seront prises en compte ultérieurement.

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE DEMANDEUR ET L'ETABLISSEMENT

### 1 – DEMANDEUR (*Bénéficiaire de l'autorisation*)

Dénomination : SNI Sud-Est	
Pour les personnes morales, nom du représentant légal ou statutaire : Mme TOUFFU-ARDID	
Adresse : 22 Allée Ray Grassi CS 20023	
Commune : Marseille	Code postal : 13272
Téléphone fixe : 04 91 23 69 14	
Email : <a href="mailto:pzimelli@groupesni.fr">pzimelli@groupesni.fr</a>	

### 2 – ETABLISSEMENT

NOM de l'établissement : Bureau du chargé de clientèle	
Activité avant travaux : Administration	Après travaux : Administration
Identité du futur exploitant : SNI Sud-Est	Profession Libérale : Non
Type(s) et catégorie de l'établissement : 5 <sup>ème</sup> catégorie, type W	
Adresse : 101 Résidence des Pins	
Commune : Bèlignieux	Code postal : 01360

### 3 – MAÎTRISE D'OEUVRE

NOM, Prénom(s) ou RAISON SOCIALE : Société ASCAUDIT MOBILITE	
N° SIRET : 484 979 307 00044	
Adresse : 76 rue d'Alsace	
Commune : Villeurbanne	Code postal : 69100
Téléphone : 07 76 70 86 26	
Email : <a href="mailto:mlarose@ascaudit.com">mlarose@ascaudit.com</a>	

---

# PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRÉSENT PROJET

---

## 1 – Descriptif des travaux envisagés

Les travaux envisagés pour le présent projet portent sur la mise en accessibilité pour tous du bureau de chargé de clientèle de la SNI de la résidence des Pins. Il est notamment question de travaux concernant la mise en conformité de l'accès au bâtiment et du bureau du chargé de clientèle.

## 2 – Cheminements extérieurs

- *Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel (largeur, pente, espaces de manœuvre de portes, de demi-tour, de repos, d'usage, ....)*
- *Repérage, guidage (contraste visuel, signalisation,...)*
- *Sécurité d'usage (hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 20 lux)*

- Suppression de la souche d'arbre et des dalles béton ;
- Création d'un espace de manœuvre de porte ;
- Suppression des obstacles à la roue en reprenant le revêtement de sol ;

## 3 – Stationnement

- *Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel (largeur, pente, espaces de manœuvre de portes, de demi-tour, de repos, d'usage, ...)*
- *Repérage, guidage (contraste visuel, signalisation, ...)*
- *Sécurité d'usage (hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 20 lux).*

- Création d'une place PMR avec marquage et signalétique.

## 4 - Accès aux bâtiments

- *Descriptif le cas échéant du dispositif de contrôle d'accès (digicodes, visiophones)*
- *Entrées principales facilement repérables (éléments architecturaux, matériaux différents, ...)*
- *Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage, ...)*
- *Positionnement des systèmes de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées)*

- Création d'un espace de manœuvre de porte au niveau de l'entrée, avec pente douce depuis le cheminement extérieur.

## 5 - Accueil du public

- *Caractéristique des guichets, banques d'accueil, caisses de paiement, comptoirs,...*
- *Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable*
- *Si accueil sonorisé prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant*
- *Qualité d'éclairage (minimum 200 lux)*

- Dépose de la cloison et du bloc-porte du sas d'entrée ;
- Modification du bloc-porte du bureau de chargé de clientèle recevant du public au profit d'un équipement avec passage utile de 77 cm.

## 6 - Circulations intérieures horizontales

- *Éléments structurants repérables par les déficients visuels*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manœuvre de portes ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 100 lux) ....*

- Dépose de la cloison et du bloc-porte du sas d'entrée.

## 7 – Circulations verticales

ETABLISSEMENT NON CONCERNE

## 8 – Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques

ETABLISSEMENT NON CONCERNE

## 9 – Nature et couleur des matériaux de revêtements et qualité acoustique

Non modifié par la présente « Demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP) ».

## 10 – Portes, portiques et sas

- *Dimensionnement des portes battantes, des portes automatiques, des portillons (largeur des portes, positionnement des poignées, résistance des fermes-portes, repérage des parties vitrées, ...)*

- Changement de la porte du bureau de chargé de clientèle avec découpe de la cloison afin d'installer un bloc-porte avec un passage utile de 77 cm.

### **11 – Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande**

Non modifié par la présente « Demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP) ».

### **12 – Sanitaires**

ZONE NON CONCERNEE PAR LA MISE EN ACCESSIBILITE

### **13 – Sorties**

Non modifié par la présente « Demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP) ».

### **14 – Etablissements ou installations recevant du public assis**

Non modifié par la présente « Demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP) ».

### **15 – Etablissements disposant de locaux d'hébergement**

ETABLISSEMENT NON CONCERNE

### **16 - Etablissements ou installations comportant des cabines d'essayage, d'habillage ou de déshabillage, des douches**

ETABLISSEMENT NON CONCERNE

### **17 – Etablissements comportant des caisses de paiement disposées en batterie**

ETABLISSEMENT NON CONCERNE

*Date et signature du demandeur,*